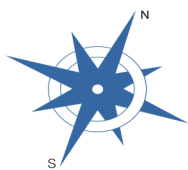


LE FIL CONTINU



ADEC-NS

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud

Organisme disposant du Statut consultatif spécial au Conseil Economique et Social de l'ONU

Newsletter N°8

30 avril 2013

- ↻ L'Intelligence Economique selon A. Juillet.....2
- ↻ Actualité Internationale.....3
 - La Serbie et l'Europe
 - Troïka pour la croissance en Méditerranée
 - Le Maroc et ses opportunités
- ↻ L'ADEC-NS et l'ONU.....4
 - Global Compact et Responsabilité Sociale
- ↻ Les actualités de l'association.....4

La pensée du jour :

« La seule voie qui offre quelque espoir d'un avenir meilleur pour toute l'humanité est celle de la coopération et du partenariat. »

Kofi Annan

PARLONS UN PEU D'EUROPE

Pas un jour ne passe sans que de nombreux media n'annoncent la fin de l'Euro, la fin de l'Union. Le contexte de crise, l'ensemble des thèmes « dépressifs » et « dépresseurs », sans cesse traités, génèrent dans l'opinion publique indifférence, scepticisme et inquiétudes à l'égard de la construction européenne et de sa capacité à trouver des solutions viables. Nombreux sont les Français qui éprouvent une peur plus ou moins irraisonnée face à l'avenir. La montée des extrêmes en France comme dans de nombreux autres pays européens traduit toutes ces peurs. Néanmoins, les sondages sont loin d'être catastrophiques, au dernier Eurobaromètre Standard, 66% des Français déclarent se sentir citoyens de l'Union européenne, proportion légèrement supérieure à la moyenne enregistrée dans l'Union (63%).

La réponse mortifère selon laquelle le responsable c'est « Bruxelles » n'a aucune consistance. « Bruxelles » gouverne, vision réductrice s'il en est !

L'Union en dehors d'être garante de paix et de démocratie est un considérable marché, un immense potentiel de développement économique et d'emplois. Son architecture certes complexe se définit comme « un être en devenir permanent » telle que la désiraient les pères fondateurs, dans lequel les Etats et plus précisément la France sont lancés dans un mouvement perpétuel qui les obligent à se surpasser sans se renier. La globalisation, la crise loin d'avoir modifié l'orientation de ses objectifs en ont accentué l'importance.

Une action commune est toujours plus efficace qu'une action isolée. Lorsque 27, bientôt 28, pays cohabitent, agissent, collaborent et s'expriment d'une seule voix, chacun d'entre eux devient évidemment plus fort ; tel est véritablement l'enjeu de l'Union. Il serait dommageable que l'on renie plus de 50 ans de réalisations communes, de réussites pour un repli national voire nationaliste. La nostalgie n'est guère fructifère et le retour en arrière possible tant il est porteur de menaces face au monde qui nous entoure !

Nonobstant, il est certain que ce désamour pourrait avoir de lourdes conséquences sur la participation française lors des élections européennes, l'année prochaine, il sera bon de rappeler alors, que 100 ans plus tôt, éclatait la Grande guerre, l'une des pages les plus sombres de l'histoire de ce continent. Il serait donc aventureux de gommer tout ce que les générations précédentes ont construit.

Non « l'esprit européen n'est pas encore mort » comme le déplorait Jacques Delors. Sans nier les difficultés dans lesquelles l'Union se débat, sans être frappé de cécité face à l'effondrement de certains piliers d'origine, l'Union européenne peut se régénérer. Elle a toujours un avenir, un horizon d'espoir, encore faut-il y croire et agir ! C'est en nous-mêmes que nous devons cultiver cette confiance, cet espoir, être « proactifs ». A défaut, l'Union se délittera.

Michèle Salinas

Docteur en Histoire Contemporaine, Team Europe

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4

Téléphone : 05 67 16 15 16

Télécopie : 05 61 39 89 34

Site Internet : www.adecns.fr

Alain Juillet nous a parlé d'Intelligence Economique

Mercredi 24 avril, Alain Juillet – Ancien Haut Représentant pour l'Intelligence Économique auprès du premier ministre de 2004 à 2009 – a présenté, lors d'un dîner débat organisé par l'ADEC-NS, les clés permettant à une entreprise d'améliorer sa compétitivité dans la situation de concurrence internationale actuelle.

Le préfet de l'Ariège, chargé de l'Intelligence économique auprès de la région Midi Pyrénées, le consul d'Algérie, plusieurs chefs de différentes entreprises, de nombreux spécialistes de l'Intelligence Economique et quelques étudiants étaient présents pour débattre autour de l'importance capitale de l'Intelligence Economique.

En effet, le paysage économique se modifie, imposant une adaptation et une amélioration des capacités d'innovation de l'entreprise. Selon Alain Juillet, anticiper les tendances, prévoir les offensives de la concurrence, être réactif, détenir les informations en avant première sont autant de postures vitales que doivent adopter les établissements aujourd'hui. Il leur faut bien appréhender leur environnement, et connaître les demandes réelles et potentielles, les négociations en cours, les menaces éventuelles pour se déployer pleinement.

L'intelligence économique et la veille permettent de repérer, collecter, traiter stocker et protéger les informations et signaux pertinents qui orienteront les décisions de l'entreprise. Ces deux concepts sont primordiaux pour l'entreprise, l'université ou l'institution qui souhaite assurer son développement face à un environnement concurrentiel toujours plus agressif. Être conscient de son environnement pour mieux s'y adapter est un enjeu essentiel.

Selon Alain Juillet, si parler de guerre économique est fort, il faut cependant garder à l'esprit que « *dans la compétition mondiale actuelle on n'a pas d'alliés ni d'amis, uniquement des ennemis [...] et si dans ce combat les meilleurs peuvent s'en sortir, il faut aider les plus faibles, et c'est le rôle de l'intelligence économique d'Etat.* »

Enfin, aux yeux de l'ancien chef de l'intelligence économique française, tous les établissements sont concernés par l'Intelligence Economique, aussi bien les entreprises que l'Etat ou les universités. Celles-ci peuvent en effet y faire appel aussi bien en ce qui concerne la formation que la recherche, car ces activités nécessitent des informations en continu sur leur actualité, et l'intelligence économique est le meilleur outil pour y parvenir.



M. Madier (Magellium), M. Salinas (président de l'ADEC-NS), M. Perez (Préfet de l'Ariège), M. Poncin (Astrium), M. Motte (Chambre Régionale des Comptes de Midi Pyrénées), M. Juillet.

L'actualité économique à l'International

Bruxelles élargit les perspectives européennes de la Serbie

Le nouveau gouvernement de coalition serbe du socialiste Ivica Dacic, investi vendredi 20 juillet dernier par le Parlement, s'est donné pour priorités l'accélération du rapprochement de l'Union européenne, le redressement de l'économie sinistrée du pays et la reprise du dialogue avec le Kosovo. « Une des tâches principales du gouvernement sera de continuer sur la route européenne (...), mais sans le redressement économique de notre pays aucun des objectifs ne sera facile à atteindre », a déclaré M. Dacic suite à l'investiture de son cabinet.



Ainsi, suite à de nombreux efforts économiques ainsi qu'à la normalisation des relations avec le Kosovo, la commission de l'Union européenne a recommandé, lundi 22 avril, l'ouverture des négociations avec la Serbie. « Les recommandations d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'UE pour la Serbie et d'ouvrir des négociations pour un accord d'association avec le Kosovo sont la marque d'une rupture décisive avec le passé et d'une démarche commune vers un avenir européen », a affirmé la chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton, dans un communiqué.

A Athènes la Banque Européenne d'Investissement, la Commission européenne et l'Organisation Maritime Internationale lancent une "troïka pour la croissance" en Méditerranée.

Athènes accueillait la semaine dernière la 12ème conférence de la FEMIP sur la coopération marine et maritime, sous le haut patronage de la BEI mais également de la Commission européenne et de l'OMI. Une "troïka européenne en faveur de la croissance et l'emploi" a posé les bases d'un travail en faveur d'une économie bleue durable en Méditerranée, basée sur la coopération entre les Etats riverains. Après une ouverture par le Premier ministre grec, ministres et experts internationaux se sont succédé à la tribune, dont le ministre français des Transports, Frédéric Cuvillier, et le vice-président de la BEI, Philippe de Fontaine-Vive.

Ce dernier a rappelé que, même en période de crise, ces dernières décennies ont été témoin d'une croissance importante des parts de marché en Méditerranée, avec une capacité d'augmentation de plus de 6% dans les années à venir. "Il faut investir dans les domaines du transport, de la pêche mais aussi du tourisme, notamment les croisières et le tourisme de loisir", a-t-il ainsi précisé lors de son allocution d'ouverture. "Mais il faut surtout investir dans les ports pour accueillir de plus grands vaisseaux, et mieux les connecter aux territoires intérieurs. (...) Notre objectif actuel est de déterminer les activités favorables au développement des compétences, à la création d'emplois, à la sécurité et à la sûreté, à la protection de l'environnement et à la "croissance bleue" dans la région, et de démarrer de telles activités", a-t-il poursuivi.

En savoir plus: [Toute l'Europe, une Troïka pour la croissance](#)

Le Maroc, entre marché local et plateforme d'exportation

Seul pays du Maghreb jouissant d'une stabilité politique et d'une stratégie de développement reposant sur l'accueil des investissements étrangers, le Maroc dispose de nombreux atouts pour intéresser les PME françaises, à commencer par une langue commune et un système administratif présentant de nombreuses similitudes avec le nôtre.

Parmi les principaux domaines d'activité économique qui font la force du Maroc, on peut citer l'aéronautique, en rappelant la mise en place dans le royaume d'un hub pour cette industrie avancée qui offre aux investisseurs étrangers d'importantes opportunités, l'automobile et les activités de sous-traitance mécanique liées à ce secteur.

L'agro-alimentaire, les énergies renouvelables, le tourisme et la distribution figurent aussi parmi les secteurs qui renforcent l'attractivité de ce pays, compte tenu des grands progrès réalisés par le Maroc dans la mise à niveau de ses infrastructures, comme l'illustre le port ultramoderne de Tanger-Med et sa zone franche adaptée à l'accueil d'entreprises étrangères.

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4

Téléphone : 05 67 16 15 16

Télécopie : 05 61 39 89 34

Site Internet : www.adecns.fr

L'ADEC-NS et l'ONU

Global Compact et Responsabilité Sociale

L'ADEC-NS, à travers son adhésion récente à [Global Compact](#), confirme son attachement aux valeurs des Nations Unies. Notre association s'engage, par ce Pacte, à orienter ses actions selon [dix principes](#) : un ensemble de valeurs universellement acceptées, dans les domaines des droits de l'homme, des normes de travail et de l'environnement, et de lutte contre la corruption. Ces dix principes sont notamment tirés de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme, de la déclaration de l'Organisation Internationale du Travail, de la Déclaration de Rio et de la Convention des Nations Unies contre la corruption.



Le ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable encourage aujourd'hui les entreprises à intégrer le concept de « **responsabilité sociale** », ([RSE](#)) en ayant une attention particulière aux impacts sociaux, environnementaux et économiques de leurs activités, et contribuer ainsi aux enjeux du développement durable. Global Compact, lancé en 1999 sous l'impulsion de M. Kofi Annan, encourage cette démarche au niveau international.

Adhérer au Pacte Mondial (Global Compact) est une initiative à la fois mondiale et locale, volontaire et néanmoins totalement responsable pour une entreprise ou une organisation comme la nôtre. Cet engagement permet un partage des meilleures pratiques et des pratiques émergentes, permettant des solutions et stratégies concrètes face aux défis collectifs. Grâce à ce Pacte, l'entreprise, l'association ou l'institution peut accéder aux connaissances et à l'expérience des Nations Unies dans le domaine du développement durable et du développement en général.

Actualités de l'ADEC-NS



- Le 11 avril 2013, l'ADEC NS a signé un **accord de partenariat** avec l'Université Moulay Ismaïl (UMI) de Meknès représentée par M. Ahmed Lebrihi au Consulat Général du Maroc en présence de M. Younes Dirhoussi, Consul Général. Cet accord prévoit que l'ADEC NS organise l'accueil de délégations universitaires marocaines à Toulouse et assure la promotion de la formation de l'UMI auprès des entreprises membres de son réseau.
- L'ADEC-NS a signé dernièrement une convention de partenariat avec TEAS ([The European Azerbaijan Society](#)) afin de favoriser les échanges et la création d'opportunités économiques et culturelles avec l'Azerbaïdjan.
- L'ADEC-NS a accueilli un nouvel adhérent spécialisé dans la sécurité informatique.
- A l'occasion d'une conférence sur les relations Andorre/Europe, jeudi 06 mai prochain, une rencontre est prévue en Andorre, réunissant notre association et plusieurs acteurs économiques et politiques de la principauté, afin d'envisager une future mission économique.
- Le site internet de l'association est en cours de traduction en langue anglaise.

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4

Téléphone : 05 67 16 15 16

Télécopie : 05 61 39 89 34

Site Internet : www.adecons.fr